

(N° 308)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MAI 1923.

Projet de loi

abrogeant ou modifiant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au *Moniteur Belge*.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Durant les dernières années, les insertions au *Moniteur* ont pris un développement excessif et occasionné à l'État une dépense considérable. En 1921, le *Moniteur* sans les annexes a comporté 12,000 pages, soit en moyenne 40 pages par numéro.

Le Gouvernement a cherché, dans un but d'économie, à réduire le nombre et la longueur des insertions; il y est arrivé dans une certaine mesure. Durant les derniers mois, le nombre des pages d'impression par numéro a été réduit sensiblement; il est descendu à 20 en moyenne durant le dernier trimestre de 1922 et à moins de 20 en janvier 1923. Les efforts faits en ce sens par le Gouvernement sont entravés par quelques dispositions légales qui prescrivent l'insertion au *Moniteur* d'arrêtés et d'actes dont la publicité ne présente pas d'utilité. Un nouveau pas dans la voie des économies peut être fait. Le projet de loi que, sur les ordres du Roi, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations modifie ou abroge quelques dispositions légales, de manière à permettre la suppression de certaines insertions qui n'offrent aucune utilité et de réduire la longueur des autres dans les limites de l'utilité publique.

ARTICLE PREMIER.

Aux termes de l'article 6 de la loi du 18 avril 1898, les arrêtés royaux qui n'intéressent pas la généralité des citoyens, deviennent obligatoires par la signification aux intéressés. Ces arrêtés doivent, en outre, être insérés par extraits au *Moniteur*, sauf ceux dont la publicité, sans présenter aucun caractère d'utilité

publique, pourrait léser les intérêts individuels ou nuire à ceux de l'État. Dès que la publicité n'offre pas de nuisance, l'insertion au *Moniteur* est obligatoire même lorsqu'elle ne présente aucun caractère d'utilité publique. La disposition entraîne à la charge de l'État des dépenses que rien ne justifie. L'article premier du projet de loi a pour but de mettre fin à cette situation. A l'avenir le Gouvernement pourra se dispenser de publier, même par extraits les arrêtés royaux dont la publicité ne présente pas le caractère d'utilité publique. Il en résultera une réduction assez sensible du nombre des insertions faites au *Moniteur*.

ART. 2.

La loi du 11 juillet 1832, instituant l'Ordre de Léopold, porte qu'aucune nomination ne peut avoir lieu que par arrêté royal précisant les motifs pour lesquels l'Ordre a été décerné et que cet arrêté sera inséré textuellement au *Bulletin officiel*. L'insertion textuelle au *Moniteur* qui remplace le *Bulletin officiel* ne se justifie plus. Il importe cependant que les nominations dans l'Ordre de Léopold soient encore rendues publiques. L'article 2 du projet de loi dispose qu'à l'avenir les arrêtés de l'espèce seront insérés par extraits au *Moniteur*.

ART. 3.

Le décret impérial du 18 février 1809 prescrit que les statuts des congrégations hospitalières de femmes reconnues par le Gouvernement seront publiés au *Bulletin des Lois*. La publication des statuts faite au *Moniteur belge* en exécution de cette disposition est sans utilité. L'intérêt public sera complètement sauvegardé par l'insertion au *Moniteur* de l'arrêté royal approuvant les statuts. Le décret du 18 février 1809 est modifié en ce sens par l'article 3 du projet de loi.

ART. 4.

En exécution de l'article 9 de la loi du 14 mars 1880, le Ministre des Finances doit produire chaque année, lors de la présentation du budget de la Dette Publique, la liste nominative et détaillée des personnes admises à la pension dans le cours de l'année précédente.

Cette prescription doit permettre à la législature de s'assurer que toutes les pensions conférées l'ont été en vertu des lois votées par le Parlement. Cette liste n'a plus été publiée depuis la guerre par suite du trouble apporté par les événements dans le fonctionnement des services et aussi du vote des lois ordonnant la revision des pensions anciennes et créant de nouvelles catégories de pensions en nombre considérable. Il eut fallu publier la liste complète des anciennes pensions revisées et le relevé de toutes les nouvelles pensions. Ce travail considérable et coûteux ne pouvait raisonnablement être entrepris. Le contrôle attentif de la Cour des Comptes, au visa de laquelle toutes les pensions sont soumises, offre la meilleure garantie qu'en la matière les lois ont été observées et justement appliquées. Dans ces circonstances, il paraît opportun de supprimer par une disposition législative l'obligation imposée au Ministre des Finances par l'article 9 de la loi du 14 mars 1880. Tel est l'objet de l'article 4 du projet de loi.

ART. 5.

Le Roi peut annuler ou suspendre les actes des conseils provinciaux et des députations permanentes qui blessent l'intérêt général ou sortent de leurs attributions. L'article 89 de la loi provinciale dispose que les arrêtés royaux d'annulation ou de suspension en spécifieront les motifs et seront insérés au *Bulletin Officiel*. L'insertion *in extenso* des arrêtés de l'espèce est fréquemment sans intérêt; une insertion par extrait serait suffisante au point de vue de l'intérêt public. La modification proposée à l'article 89 de la loi provinciale a pour objet de réaliser cette amélioration.

L'article 89 concerne les actes des conseils provinciaux. L'article 116 de la même loi concernant les actes des députations permanentes se réfère à l'article 89; la modification introduite à celui-ci s'appliquera donc aussi aux arrêtés royaux annulant ou suspendant les actes des députations permanentes.

ART. 6.

Le Code électoral du 12 avril 1894 ordonne la publication annuelle de la statistique des décisions rendues en matière électorale par les administrations communales et des décisions réformées par les cours d'appel. La publication de cette statistique n'offre pas d'utilité. En conséquence, l'article 6 du projet de loi abroge la disposition en question formant l'objet de l'article 80 du Code électoral.

ART. 7.

Les insertions au *Moniteur* des décisions ministérielles constatant l'accomplissement des formalités pour l'obtention d'un brevet d'invention prescrites par l'article 19 de la loi du 21 mai 1854 font en quelque sorte double emploi avec les descriptions des brevets publiées au Recueil spécial institué par l'article 20 de la même loi. Les insertions au *Moniteur* pourraient être supprimées. Mais il conviendrait alors de publier aussi rapidement que possible le Recueil spécial. C'est le motif pour lequel les mots « trois mois après l'octroi du brevet » sont supprimés dans le second alinéa de l'article 20 de la loi précitée et sont reportés au commencement du troisième alinéa, afin de maintenir la règle actuelle de ne permettre au public de prendre connaissance des descriptions que trois mois après l'octroi du brevet.

D'autre part, le *Moniteur* public, en exécution des articles 22, 23 et 26 de la même loi, les décisions royales ou ministérielles accordant prolongation de délai de mise en exploitation ou prononçant la nullité ou la déchéance des brevets précédemment accordés. Ces insertions au *Moniteur* seraient avantageusement remplacées par des mentions au Recueil spécial, qui contiendrait ainsi la relation de toutes les décisions concernant les brevets. A l'avenir les intéressés trouveraient dans le Recueil spécial tous les renseignements qui sont actuellement consignés dans le *Moniteur* ou dans le Recueil. Il en résultera pour eux une simplification dans les recherches et pour l'État une économie dans les dépenses du *Moniteur*.

ART. 8.

La loi du 23 juin 1894 dispose dans son article 6 que les statuts des sociétés mutualistes sont publiés, par les soins du Gouvernement, en annexe au *Moniteur*, dans les trente jours de l'arrêté royal qui accorde la reconnaissance. Cette publication entraîne une dépense considérable qu'il serait possible de réduire dans une large mesure sans nuire aux intérêts en cause. La suppression de toute publication au *Moniteur* nuirait aux tiers qui ont intérêt à connaître la naissance légale d'une société mutualiste, son siège, son champ d'action, les différentes branches de son activité, ainsi que les personnes appelées à la gérer... Pour sauvegarder ces intérêts, le projet de loi tout en supprimant la publication intégrale des statuts aux annexes du *Moniteur*, y maintient l'insertion des dispositions statutaires qui constituent l'essence même de la société. Telle est la raison d'être des dispositions contenues aux deux premiers alinéas de l'article 6 nouveau de la loi du 23 juin 1894.

D'autre part il convient de permettre à toute personne qui le désire, de connaître le texte intégral des statuts entérinés par le Gouvernement. A cet effet le dernier alinéa de l'article 6 nouveau prévoit le dépôt par le Gouvernement d'un exemplaire des statuts certifié conforme, au greffe du tribunal de première instance et au siège de la société, où chacun pourra en prendre gratuitement communication ou copie.

La disposition finale de l'article 6 nouveau qui exempte l'acte de dépôt du timbre et des droits d'enregistrement et de greffe, est en harmonie avec les exemptions d'impôts formulées en faveur des sociétés mutualistes à l'article 8 de la loi du 23 juin 1894.

ART. 9.

Comme les statuts des sociétés mutualistes, ceux des Unions professionnelles sont, en vertu de la loi du 31 mars 1898, publiés en annexe au *Moniteur*.

Comme pour les sociétés mutualistes, il est possible de réduire la longueur des insertions sans porter préjudice aux intérêts en cause.

L'article 9 du projet de loi supprime l'obligation de publier *in extenso* aux annexes du *Moniteur* les statuts des Unions Professionnelles et n'exige plus que l'insertion d'un acte contenant l'indication des dispositions statutaires constituant l'essence même de l'Union professionnelle.

D'autre part, il prescrit le dépôt d'un exemplaire complet des statuts au siège de l'Union et au greffe du tribunal de première instance où chacun pourra en prendre gratuitement communication ou copie.

Les modifications apportées aux deux derniers alinéas de l'article 6 et à l'article 8 de la loi de 1898 mettent ces alinéas en harmonie avec les changements apportés aux dispositions concernant la publication des statuts.

ART. 10.

La loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge prescrit dans son article 7 que les décrets obligatoires au Congo Belge seront dans le mois de leur promulgation, insérés au *Moniteur Belge*. Cette insertion a pour but d'informer les populations de la Métropole de la législation de la Colonie ; elle ne

constitue pas la publication dans le sens légal du mot, celle qui rend les lois obligatoires. Depuis la promulgation de la loi sur le Gouvernement du Congo Belge, les décrets avec leurs rapports sont insérés au bulletin officiel de la Colonie et leur élaboration est connue par le compte rendu analytique du Conseil Colonial où elle peut être suivie au jour le jour. Ces diverses mesures de publication suffisent amplement pour l'information du public.

ART. 11.

La mise à exécution des dispositions des articles 7, 8 et 9 du projet de loi concernant les brevets d'invention, les sociétés mutualistes et les Unions professionnelles demandera quelques préparatifs qui exigeront un certain temps. L'article 12 du projet de loi dispose en conséquence que des arrêtés royaux détermineront le jour de l'entrée en vigueur des articles 7, 8 et 9.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

PAUL BERRYER.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

Le Ministre des Colonies,

LOUIS FRANCK.



6)

(N^o 308.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 Mei 1923.

Wetsontwerp

tot opheffing of wijziging van sommige wetsbepalingen, waarbij de opname in het Staatsblad van besluiten en akten wordt voorgeschreven.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Tijdens de laatste jaren hebben de opnamen in het *Staatsblad* eene overdreven uitbreiding genomen en waren voor den Staat aanleiding tot aanzienlijke uitgaven. In 1921 bedroeg het *Staatsblad*, zonder de bijlagen, twaalf duizend bladzijden, d. i. gemiddeld veertig bladzijden per nummer.

De Regeering heeft, zuinigheidshalve, getracht het aantal en de lengte der bekendmakingen te beperken en in zekere mate is zij daarin geslaagd. Tijdens de laatste maanden is het aantal bladzijden druks merkkelijk verminderd; het werd tot gemiddeld twintig teruggebracht tijdens het laatste kwartaal van 1922 en tot minder dan twintig in Januari 1923.

De in dien zin door de Regeering gedane pogingen worden belemmerd door enkele wetsbepalingen waarbij de opname in het *Staatsblad* wordt voorgeschreven van sommige besluiten en akten waarvan de bekendmaking zonder eenig nut is. Een nieuw middel tot bezuiniging ligt hier voor de hand.

Bij het ontwerp van wet dat wij, op 's Konings bevel, de eer hebben U ter behandeling voor te leggen, worden enkele wetsbepalingen gewijzigd of ingetrokken, zoodat het mogelijk wordt sommige overbodige opnamen weg te laten en de anderen in te korten, voor zoover het algemeen belang dit toelaat.

ART. 1.

Naar luid van artikel 6 der wet van 18 April 1898 worden de koninklijke besluiten waarbij niet de algemeenheid der burgers belang heeft, verplichtend, van den stond af dat zij aan de belanghebbenden beteekend zijn. Deze besluiten dienen daarenboven bij uittreksel in het *Staatsblad* opgenomen, uitgezonderd deze waarvan de bekendmaking, zonder eenig

karakter van openbaar nut op te leveren, bijzondere belangen zou kunnen krenken of schadelijk zijn voor de belangen van den Staat.

Van zoohaast de bekendmaking geene nadeelige gevolgen kan hebben wordt de plaatsing in het *Staatsblad* verplichtend, zelfs indien zij geen enkel karakter van openbaar nut oplevert. Deze bepaling brengt ten laste van den Staat uitgaven mede, die door niets gerechtvaardigd zijn.

Artikel 1 van het wetsontwerp heeft ten doel een einde te stellen aan dien toestand. Voortaan zal de Regeering zelfs niet bij uittreksel de besluiten behoeven bekend te maken, waarvan de publicatie niet van openbaar nut is. Dat zal eene tamelijk groote vermindering van het aantal opnamen in het *Staatsblad* medebrengen.

ART. 2.

De wet van 11 Juli 1832 tot instelling van de Leopoldsorde bepaalt dat geene benoeming kan geschieden, tenzij bij koninklijk besluit waarin nauwkeurig de redenen worden opgegeven waarom de Orde wordt toegekend en dat dit besluit woordelijk in het *Ambtelijk blad* zal opgenomen worden. De woordelijke opname in het *Staatsblad*, dat het *Ambtelijk blad* verving, is thans door niets meer gewettigd. Het is nochtans van belang dat de benoemingen in de Leopoldsorde nog bekend gemaakt worden. Bij artikel 2 van het wetsontwerp wordt bepaald dat dergelijke besluiten voortaan bij uittreksel in het *Staatsblad* zullen verschijnen.

ART. 3.

Het keizerlijk decreet van 18 Februari 1809 schrijft voor dat de statuten van de door de Regeering erkende liefdadige vrouwelijke congregaties in het *Bulletijn der Wetten* zullen bekend gemaakt worden. De ter voldoening aan deze bepaling in het *Belgisch Staatsblad* gedane bekendmaking van de statuten is zonder eenig nut. Het openbaar belang zal volledig gevrijwaard zijn door de plaatsing in het *Staatsblad* van het koninklijk besluit ter goedkeuring der statuten.

Bij artikel 3 van het ontwerp van wet is het decreet van 18 Februari 1809 in dien zin gewijzigd.

ART. 4.

Ter voldoening aan artikel 9 van de wet van 14 Maart 1880 dient de Minister van Financiën telken jare, bij de voordracht der begrooting van 's Lands schuld de omstandige naamlijst voor te leggen van de personen, die in den loop van het vorig jaar op pensioen gesteld werden.

Deze bepaling moet de wetgevende macht in staat stellen zich te vergewissen of al de pensioenen toegekend werden krachtens door het Parlement gestemde wetten.

Deze lijst werd sedert den oorlog niet meer gepubliceerd ten gevolge van de door de omstandigheden gestichte verwarring in den loop der diensten, alsmede van de aanneming der wetten tot herziening van de vroegere pen-

sioenen en tot instelling van een groot aantal nieuwe categorieën van pensioenen. Men had daarvoor de volledige lijst der herziene vroegere pensioenen en de opgave van al de nieuwe pensioenen moeten bekendmaken. Dit aanzienlijk werk, dat tot groote kosten aanleiding zou gegeven hebben, kon redelijkerwijze niet ondernomen worden. Het nauwkeurig toezicht van het Rekenhof, aan wien al de pensioenen voor visum voorgelegd worden, is de beste waarborg dat in dezen de wetten nageleefd en stipt toegepast worden.

In die voorwaarden lijkt het wenschelijk bij eene wettelijke bepaling de verplichting af te schaffen, die bij artikel 9 der wet van 14 Maart 1899 aan den Minister van Financiën opgelegd werd. Dat is het doel van artikel 4 van het wetsontwerp.

ART. 5.

De Koning kan de besluiten van de provincieraden en de bestendige deputatiën, die met het algemeen belang strijdig zijn of buiten de bevoegdheid van de genoemde lichamen vallen, schorsen of nietigverklaren.

Artikel 89 van de provinciewet bepaalt dat de koninklijke besluiten houdende nietigverklaring of schorsing daarvan, nauwkeurig de gronden moeten opgeven en in het *Staatsblad* dienen opgenomen te worden. Deze opname *in extenso* van dergelijke besluiten is dikwijls zonder eenig belang : eene opname bij uittreksel zou met het oog op het openbaar belang, kunnen volstaan.

De aan artikel 89 van de provinciewet voorgestelde wijziging heeft voor doel deze verbetering in te voeren.

Artikel 89 heeft betrekking op de besluiten van de provincieraden. Artikel 116 van dezelfde wet betreffende de besluiten van de bestendige deputatiën verwijst naar artikel 89. De aan dit artikel toegebrachte wijziging zal dus eveneens toepasselijk zijn op de koninklijke besluiten tot schorsing of nietigverklaring van de besluiten van de bestendige deputatiën.

ART. 6.

Het kieswetboek van 12 April 1894 beveelt de jaarlijkse bekendmaking van de statistiek over de in kiezaken door de gemeentebesturen getroffen beslissingen en over de door de hoven van beroep herziene beslissingen. De afkondiging van deze statistiek is zonder eenig nut. Dientengevolge wordt bij artikel 6 van het ontwerp die bij artikel 80 van het kieswetboek voorziene bepaling ingetrokken.

ART. 7.

De opnamen in het *Staatsblad* van de ministerieele beschikkingen waarbij vastgesteld wordt dat de bij artikel 19 van de wet van 21 Mei 1854 vereischte formaliteiten tot het bekomen van een octrooi van uitvinding in acht genomen werden, lijken wel eene onnoodige herhaling van de beschrijvingen der octrooien, die bekend gemaakt worden in de bij artikel 20 derzelfde wet ingestelde bijzondere verzameling. De opname in het *Staatsblad*

zou kunnen afgeschaft worden. Maar dan zou de bijzondere verzameling zoo spoedig mogelijk dienen gepubliceerd. Het is daarom dat de woorden : « drie maand na het verleenen van het octrooi » geschrapt worden in het tweede lid van artikel 20 van hooger bedoelde wet en opgenomen worden in het begin van het derde lid, ten einde de thans van kracht zijnde regeling te behouden, waarbij het publiek eerst drie maand na het verleenen van het octrooi kennis mag nemen van de beschrijvingen.

Anderzijds kondigt het *Staatsblad*, ter voldoening aan de art. 22, 23 en 26 van dezelfde wet, de koninklijke of ministerieele beschikkingen af waarbij verlenging toegestaan wordt van den termijn voor de exploitatie van het octrooi of waarbij de nietigverklaring of het verval van vroeger verleende octrooien bekend gemaakt wordt. Deze opnamen in het *Staatsblad* zouden best kunnen vervangen worden door vermeldingen in de bijzondere verzameling, waarin dus al de beschikkingen betreffende de octrooien zouden verzameld zijn. Voortaan zouden de belanghebbende in de bijzondere verzameling al de inlichtingen kunnen vinden die thans in het *Staatsblad* of in de Verzameling opgenomen zijn. Daardoor zouden voor bedoelde personen de opzoeken vergemakkelijkt worden en voor den Staat zou daaruit eene bezuiniging op de kosten, waartoe de publicatie in het *Staatsblad* aanleiding geeft, voortvloeien.

ART. 8.

De wet van 23 Juni 1894 bepaalt bij artikel 6 dat de statuten der maatschappijen van onderlingen bijstand door de Regeering als bijlage bij het *Staatsblad* afgekondigd worden binnen de dertig dagen na de dagteekening van het koninklijk besluit tot erkenning. Deze bekendmaking brengt eene aanzienlijke uitgave mede, die in merkelijke mate zou kunnen verminderd worden zonder de betrokken belangen te schaden. De afschaffing van elke bekendmaking in het *Staatsblad* zou schade berokkenen aan derde personen, die er belang bij hebben de wettelijke oprichting te kennen van eene mutualistische maatschappij, de plaats waar zij gevestigd is, haar werkring, de diverse takken van hare bedrijvigheid, alsmede de personen, die aangesteld zijn om haar te beheeren. Om deze belangen te vrijwaren behoudt het ontwerp, waar het de volledige bekendmaking der statuten in de bijlagen van het *Staatsblad* afschaft, de opname der statutaire bepalingen, die het wezen der maatschappij uitmaken. Van daar de bepalingen begrepen in de twee eerste leden van het nieuw artikel 6 der wet van 24 Juni 1894.

Van den anderen kant dient een ieder, die zulks wenscht, in de gelegenheid gesteld om kennis te nemen van den volledige tekst der door de Regeering bekrachtigde statuten. Te dien einde wordt bij het laatste lid van het nieuw artikel 6 bepaald, dat de Regeering een eensluidend verklaard exemplaar van de statuten zal deponeren ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg en ten zetel van de maatschappij, waar een ieder er kosteloos inzage of afschrift van zal kunnen nemen.

De slotbepaling van het nieuw artikel 6 waarbij de akte van bewaargeving

vrijgesteld wordt van zegel en van registratie- en griffierecht, stemt overeen met de vrijstellingen van belastingen die ten behoeve van de maatschappijen van onderlingen bijstand bij artikel 8 van de wet van 23 Juni 1894 zijn voorzien.

ART. 9.

Evenals de statuten der mutualistische vereenigingen worden deze der beroepsvereenigingen krachtens de wet van 31 Maart 1898, als bijlage bij het *Staatsblad*, gepubliceerd.

Evenals voor de mutualistische vereenigingen bestaat de mogelijkheid de opnamen in te korten zonder de in de zaak betrokken belangen te schaden.

Bij artikel 9 van het wetsontwerp wordt de verplichting afgeschaft in de bijlagen van het *Staatsblad* « in extenso » de statuten der beroepsvereenigingen bekend te maken, en wordt nog slechts de publicatie vereischt van eene akte waarbij de statutaire bepalingen, die het wezen zelf van de beroepsvereeniging uitmaken, worden vermeld.

Ten anderen bepaalt bedoeld artikel dat een volledig exemplaar van de statuten moet gedeponneerd worden ten zetel van de vereeniging en ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, waar een ieder er kosteloos inzage of afschrift kan van nemen.

De wijzigingen aangebracht aan de twee laatste leden van artikel 6 en aan artikel 8 der wet van 1898 brengen deze beide leden in overeenstemming met de veranderingen aangebracht aan de bepalingen betreffende de bekendmaking der statuten.

ART. 10.

De wet van 18 October 1908 op het beheer van Belgisch Congo bepaalt bij artikel dat de in Belgisch Congo verbindende decreten, binnen de maand van hunne afkondiging, in het *Staatsblad* moeten opgenomen worden. Deze opname heeft voort doel de bewoners van het moederland in te lichten over de wetgeving van de kolonie; zij is niet, in den wettelijken zin van het woord, de bekendmaking waarbij de wetten verbindend worden. Sedert de afkondiging van de wet op het beheer van Belgisch Congo worden de decreten en de verslagen opgenomen in het *Ambtelijk blad van Belgisch Congo* en de voorbereiding der decreten is bekend door het beknopt verslag van den Kolonialen Raad waar zij dag voor dag kan gevolgd worden. Deze diverse maatregelen tot bekendmaking zijn ruimschoots voldoende om het publiek voor te lichten.

ART. 11.

De tenuitvoerlegging der bepalingen van de art. 7, 8 en 9 van het wetsontwerp betreffende de octrooien voor uitvindingen, de maatschappijen van onderlingen bijstand en de beroepsvereenigingen zal gedurende een zekeren tijd moeten voorbereid worden.

Artikel 12 van het wetsontwerp bepaalt dientengevolge dat de tijdstippen waarop de art. 7, 8 en 9 van kracht worden, bij koninklijk besluit zullen bepaald worden.

De Eerste Minister, Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

PAUL BERRYER.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANK.



PROJET DE LOI

abrogeant ou modifiant certaines dispositions légales prescrivant l'insertion d'arrêtés et d'actes au Moniteur Belge.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et de Nos Ministres de la Justice, des Affaires Etrangères, de l'Intérieur et de l'Hygiène, de l'Industrie et du Travail et des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et Nos Ministres de la Justice, des Affaires Etrangères, de l'Intérieur et de l'Hygiène, de l'Industrie et du Travail et des Colonies sont chargés de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le second alinéa de l'article 6 de la loi du 18 avril 1898, concernant la publication des arrêtés royaux, est remplacé par la disposition suivante :

« Ces arrêtés sont, en outre, insérés

WETSONTWERP

tot opheffing of wijziging van sommige wetsbepalingen, waarbij de opname in het Staatsblad, van besluiten en akten wordt voorgeschreven.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onze Ministers van Justitie, van Buitenlandsche Zaken, van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, van Nijverheid en Arbeid en van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, en Onze Ministers van Justitie, van Buitenlandsche Zaken, van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, van Nijverheid en Arbeid en van Koloniën zijn gelast in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Het tweede lid van artikel 6 der wet van 18 April 1898, betreffende de bekendmaking der Koninklijke besluiten wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Deze besluiten worden daaren-

» par extrait au *Moniteur*, texte
 » français et texte flamand en regard,
 » dans le délai fixé par l'article pré-
 » cédent, sauf ceux dont la publicité
 » ne présente pas de caractère d'uti-
 » lité publique. »

ART. 2.

Dans l'article 4 de la loi du 11 juillet 1852 réglant l'insertion au journal officiel des arrêtés de nomination dans l'Ordre de Léopold, le mot « textuellement » est remplacé par les mots « par extrait ».

ART. 3.

Sont supprimés à l'article 2 du décret impérial du 18 février 1809, relatif aux statuts des congrégations ou maisons hospitalières de femmes les mots « et insérés au bulletin des lois ».

ART. 4.

L'article 9 de la loi du 14 mars 1880, prescrivant de joindre au projet annuel du budget de la dette publique la liste des personnes admises à la pension dans le cours de l'année précédente, est abrogé.

ART. 5.

Le quatrième alinéa de l'article 89 de la loi provinciale concernant les arrêtés royaux qui suspendent ou annulent les actes des conseils provinciaux est remplacé par la disposition suivante :

« Les arrêtés royaux portant annu-

» boven bij uittreksel en binnen het
 » in voorgaand artikel bepaalde tijd-
 » bestek opgenomen in het *Staatsblad*,
 » de Fransche tekst en de Vlaamsche
 » tekst tegenover elkander, uitgezon-
 » derd de besluiten waarvan de be-
 » kendmaking geen karakter van
 » openbaar nut oplevert. »

ART. 2.

In artikel 4 der wet van 11 Juli 1852 tot regeling van de wijze waarop de besluiten tot benoeming in de Leopoldsorde in het *Staatsblad* zullen worden opgenomen, wordt het woord « woordelijk » vervangen door de woorden « bij uittreksel ».

ART. 3.

In artikel 2 van het keizerlijk decreet van 18 Februari 1809, betreffende de statuten van de congregaties of huizen van ziekenverplegende vrouwen, vallen de woorden « en opgenomen in het Bulletin der wetten » weg.

ART. 4.

Artikel 9 der wet van 14 Maart 1880 waarbij voorgeschreven wordt dat bij het jaarlijksch ontwerp van begrooting der openbare schuld de lijst dient gevoegd van de personen die in den loop van het voorgaande jaar op pensioen werden gesteld, is ingetrokken.

ART. 5.

Het vierde lid van artikel 89 der provinciewet betreffende de koninklijke besluiten tot nietigverklaring of schorsing van de besluiten der provincieraden wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De koninklijke besluiten tot nie-

» lation ou suspension en spécifieront
» les motifs. Ils seront insérés par
» extraits au journal officiel. »

ART. 6.

L'article 80 du Code électoral du 12 avril 1894 prescrivant la publication annuelle de la statistique des décisions rendues en matière électorale par les administrations communales et des décisions réformées par les Cours d'appel, est abrogé.

ART. 7.

La loi du 24 mai 1854, modifiée par celle du 27 mars 1857, est modifiée ainsi qu'il suit :

A l'article 19 concernant l'octroi des brevets d'invention, sont supprimés les mots : « Cet arrêté sera inséré par » extrait au *Moniteur*. »

A l'article 20 concernant l'établissement d'un recueil spécial des brevets sont supprimés au premier alinéa les mots : « Trois mois après l'octroi du brevet », et au second alinéa les mots : « après le même terme », sont remplacés par ceux : « trois mois après l'octroi du brevet ».

A l'article 22 concernant la déchéance des brevets pour défaut d'acquiescement de la taxe, les mots : « Cette nullité sera rendue publique par la voie du *Moniteur* », sont remplacés par les mots : « La déchéance des brevets sera mentionnée au recueil spécial. »

Au second alinéa de l'article 25, concernant le délai d'un an accordé pour la mise en exploitation des bre-

» tigverklaring of schorsing moeten
» de gronden daarvan nader aangeven.
» Zij worden bij uittreksel in het
» *Staatsblad* opgenomen. »

ART. 6.

Artikel 80 van het Kieswetboek van 12 April 1894, waarbij wordt voorgeschreven dat de statistiek van de door de gemeentebesturen in kieszaken getroffen beslissingen en van de door de hoven van beroep herziene beslissingen jaarlijks moet bekendgemaakt worden, is ingetrokken.

ART. 7.

De wet van 24 Mei 1854 gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1857 wordt als volgt gewijzigd :

In artikel 19 betreffende het verleen van octrooi voor uitvindingen vallen de woorden weg : « Dit besluit » zal bij uittreksel in het *Staatsblad* » opgenomen worden. »

In artikel 20 betreffende het maken van eene bijzondere verzameling van de octrooien, vallen in het eerste lid de woorden weg : « drie maand na het verleen van octrooi », en worden in het tweede lid de woorden : « na denzelfden termijn » vervangen door de woorden : « drie maand na het verleen van octrooi ».

In artikel 22 betreffende het vervallen van de octrooien wegens niet betaling van de belasting worden de woorden : « Van dit vervallen wordt in het *Staatsblad* melding gemaakt » vervangen door de woorden : « Van het vervallen van de octrooien wordt in de bijzondere verzameling melding gemaakt ».

In het tweede lid van artikel 25 betreffende den termijn van één jaar toegestaan voor het exploiteeren van

vets, les mots : « inséré au *Moniteur* avant l'expiration de ce terme », sont remplacés par les mots : « pris avant l'expiration de ce terme ».

L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article : « Il sera fait mention au » recueil spécial des arrêtés royaux » prévus aux alinéas précédents. »

A l'article 26, concernant les arrêtés royaux annulant un brevet en suite d'une décision judiciaire, est ajoutée la phrase suivante :

« Il en sera fait mention au recueil spécial ».

ART. 8.

L'article 6 de la loi du 23 juin 1894 concernant les sociétés mutualistes, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. — Dans les trente » jours de l'arrêté royal de reconnais- » sance, le *Moniteur* publie, en an- » nexes, par les soins du Gouverne- » ment, un acte indiquant en même » temps que la date de l'arrêté royal » accordant la reconnaissance légale :

» 1. — La dénomination, le siège, la circonscription de la société reconnue.

» 2. — L'objet ou les objets en vue desquels elle est formée.

» 3. — La composition du conseil d'administration.

» 4. — Les nom, prénoms, profession et résidence des administrateurs.

het octrooi worden de woorden : « opgenomen in het *Staatsblad* voor het verstrijken van dezen termijn » vervangen door de woorden : « genomen voor het verstrijken van dezen termijn ».

Het volgende lid wordt toegevoegd aan het slot van het artikel : « Van de koninklijke besluiten in de voorgaande alinea's bedoeld, wordt in de bijzondere verzameling melding gemaakt. »

Aan artikel 26, betreffende de koninklijke besluiten tot nietigverklaring van een octrooi ten gevolge van eene rechterlijke beschikking wordt de navolgende zin toegevoegd :

« Daarvan wordt melding gemaakt in de bijzondere verzameling ».

ART. 8.

Artikel 6 van de wet van 23 Juni 1894 betreffende de maatschappijen van onderlingen bijstand, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 6. — Binnen dertig dagen » na de dagteekening van het konink- » lijk besluit dat de erkenning toe- » staat, maakt het *Staatsblad*, door » toedoen van de Regeering, als » bijlage eene akte bekend waarbij, » samen met den datum van het ko- » ninklijk besluit tot verleening van » de wettelijke erkenning, vermeld » worden :

» 1. — De benaming, de zetel en de gebiedsomschrijving van de erkende maatschappij.

» 2. — Het doel of de doeleinden waarvoor de maatschappij gesticht is.

» 3. — De samenstelling van den raad van beheer.

» 4. — De naam en voornamen, het beroep en de verblijfplaats van de beheerders.

» Sont publiées dans les mêmes
 » conditions les modifications appor-
 » tées aux dispositions statutaires rela-
 » tives aux mentions prévues aux 1, 2
 » et 3 ci-dessus et qui ont été homolo-
 » guées conformément à l'article 21
 » ci-dessous.

» Dans le même délai de trente
 » jours, un exemplaire des statuts ou
 » des modifications statutaires, certifié
 » conforme, est déposé, par les soins
 » du Gouvernement, au greffe du tri-
 » bunal de 1^{re} instance du siège de la
 » société et au siège de celle-ci, où
 » chacun peut en prendre gratuite-
 » ment communication ou copie.

» L'acte de dépôt de ces documents
 » est exempt du timbre et de tout
 » droit de greffe; il est enregistré
 » gratis.

ART. 9.

La loi du 31 mars 1898 concernant
 les unions professionnelles est modifiée
 ainsi qu'il suit :

En l'article 6. —

La dernière phrase du second alinéa,
 concernant l'entérinement des statuts
 par le conseil des mines, est remplacée
 par la disposition suivante :

« Dans l'affirmative, il déclare les
 » statuts entérinés et transmet à la
 » direction du *Moniteur*, pour être
 » publié au journal officiel, un acte
 » indiquant, en même temps que la
 » date de l'entérinement :

» 1. la dénomination adoptée par
 » l'Union et le lieu de son siège ;

» Worden in dezelfde voorwaarden
 » bekend gemaakt, de wijziginge toe-
 » gebracht aan de statutaire bepalingen
 » betreffende de hierboven bij 1, 2
 » en 3 bepaalde vermeldingen en die
 » overeenkomstig het hiernavolgend
 » artikel 21 bekrachtigd » zijn.

» Binnen denzelfden termijn van
 » dertig dagen wordt een voor eenslui-
 » dend verklaard exemplaar van de
 » statuten of van de statutaire wijzi-
 » gingen door toedoen van de Regee-
 » ring gedeponeerd ter griffie van de
 » rechtbank van eersten aanleg van
 » de plaats waar de maatschappij ge-
 » vestigd is en eveneens op den zetel
 » van de maatschappij, waar een ieder
 » er kosteloos inzage of afschrift van
 » nemen kan.

» De akte van bewaargeving dezer
 » stukken is vrij van zegel en van elk
 » griffierecht. Zij wordt kosteloos ge-
 » registreerd. »

ART. 9.

De wet van 31 Maart 1898 betref-
 fende de beroepsverenigingen wordt
 als volgt gewijzigd :

In artikel 6. —

De laatste zin van het tweede lid be-
 treffende de bekrachtiging der statuten
 door den raad der mijnen wordt door
 de navolgende bepaling vervangen :

« Zoo ja, verklaart hij de statuten
 » bekrachtigd en maakt aan het bestuur
 » van het *Staatsblad* ter fine van be-
 » kendmaking in gezegd blad, eene
 » akte over die, benevens de dagtoeke-
 » ning van de bekrachtiging, ver-
 » meldt :

» 1. de door de vereeniging aange-
 » nomen benaming en de plaats waar
 » haar zetel gevestigd is ;

» 2. l'objet pour lequel elle est
» instituée;

» 3. la composition du personnel
» chargé de la direction de l'Union et
» de la gestion de ses biens;

» 4. la liste prévue au primo de
» l'article 5.

» La disposition suivante est ajoutée
» après le 4^e alinéa : dans le même
» délai un exemplaire des statuts et de
» leurs annexes, certifié conforme, est
» déposé au greffe du tribunal de pre-
» mière instance du siège de l'Union
» professionnelle et au siège de celle-
» ci, où chacun peut en prendre gra-
» tuitement communication ou copie.»

Les alinéas 5 et 6 sont remplacés
par les dispositions suivantes :

« la forme et les conditions de la
» publication de l'acte prévu à l'ali-
» néa deux ci-dessus et du dépôt des
» statuts ainsi que l'organisation et le
» fonctionnement de la Commission
» d'entérinement sont déterminés par
» arrêté royal.

» L'Union jouit de la personnifica-
» tion civile le dixième jour après celui
» de la publication de l'acte prévu au
» second alinéa du présent article. »

A l'article 8, le 2^e, est remplacé
par la disposition suivante :

« 2^e une liste analogue à celle visée
» par le numéro 1 de l'article 5. Un
» double de la liste est déposé au siège
» social et au greffe du tribunal de
» première instance où chacun peut
» en prendre gratuitement communi-
» cation ou copie. »

» 2. het doel waarvoor zij werd
» opgericht;

» 3. de samenstelling van het per-
» soneel belast met het bestuur van
» de vereeniging en het beheer over
» hare goederen;

» 4. de bij het 1^o van artikel 5
» voorziene lijst.

» De navolgende bepaling wordt
» toegevoegd achteraan het 4^e lid :
» binnen denzelfden termijn wordt een
» vooreensluitend verklaard exemplaar
» van de statuten en dezer bijlagen
» neergelegd ter griffie van de recht-
» bank van eersten aanleg van den
» zetel van de beroepsvereeniging en
» op den zetel van deze vereeniging,
» waar een ieder er kosteloos inzage of
» afschrift kan van nemen. »

De paragrafen 5 en 6 worden door
de volgende bepalingen vervangen :

« de vorm en de voorwaarden van
» de bekendmaking van de hierboven,
» bij lid 2, bepaalde akte en van de
» neerlegging van de statuten, als-
» mede de inrichting en de werkwijze
» van de Commissie tot bekrachtiging
» worden bij koninklijk besluit be-
» paald.

» De vereeniging bezit de rechts-
» persoonlijkheid den tienden dag na
» den dag van de der in het 2^e lid
» van dit artikel voorziene bekendma-
» king der akte. »

In artikel 8 wordt het 2^e door de
volgende bepalingen vervangen :

« 2^e Eene dergelijke lijst als bedoeld
» wordt in nummer 1 van artikel 5.
» Een duplicaat van de lijst wordt
» neergelegd ten maatschappelijken
» zetel en ter griffie van de rechtbank
» van eersten aanleg, waar een ieder
» er kosteloos kennis of afschrift kan
» van nemen. »

ART. 10.

Sont supprimés dans le 3^e alinéa de l'article 7 de la loi du 18 octobre 1908 réglant la publication des décrets obligatoires du Congo Belge, les mots : « indépendamment de cette publication, il sera, dans le mois de sa promulgation, inséré au *Moniteur Belge*. »

ART. 11.

Des arrêtés royaux détermineront le jour de l'entrée en vigueur des articles 7, 8 et 9 de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1923.

ART. 10

In lid 3 van artikel 7 der wet van 18 October 1908 tot regeling van de bekendmaking van de decreten die in Belgisch Congo verplichtend zijn, vervallen de woorden : « behalve deze » bekendmaking, wordt het, binnen de » maand na zijne afkondiging, opgenomen in het *Staatsblad*. »

ART. 11.

Bij koninklijk besluit zal de dag worden bepaald waarop de art. 7, 8 en 9 dezer wet van kracht worden.

Gegeven te Brussel, den 20ⁿ Mei 1923.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEONIS.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
Henri JASPAR.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

Paul BERRYER.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | *De Minister van Nijverheid en Arbeid,*
R. MOYERSOEN.

Le Ministre des Colonies,

Louis FRANCK.

De Minister van Koloniën,